

Quand cette politique a été annoncée, certains premiers ministres provinciaux se sont plaints. Le gouvernement de l'Alberta a prétendu que la région centrale du Canada, notamment la population du Québec et de l'Ontario, venait piller ses ressources.

Je siégeais à la Chambre des communes à l'époque où avait eu lieu un grand débat sur l'industrie pétrolière, et parmi les députés se trouvait l'éminent Carl Nickle. Il se faisait le champion alors comme maintenant de l'industrie pétrolière et de l'exploitation du pétrole. J'ai lu ses observations de temps à autre au fil des années.

Je n'ai jamais entendu Carl Nickle ni le premier ministre provincial, M. Lougheed, se plaindre quand les consommateurs de pétrole et de gaz qui vivaient à l'ouest de la vallée de l'Outaouais versaient un supplément pour le pétrole de l'Alberta. On n'entendait aucune plainte alors. L'industrie pétrolière de l'Alberta, la province de l'Alberta et la population de cette région canadienne ont gagné 2 milliards durant cette période en raison des droits supplémentaires réclamés aux consommateurs à l'ouest de la vallée de l'Outaouais. Il n'est pas injuste que la situation soit renversée. Il ne faut pas empêcher entièrement ou même dans une proportion de 90 p. 100 le gouvernement fédéral de bénéficier des recettes provenant des ressources de l'Alberta et de la Saskatchewan. Les Canadiens ont droit à une proportion plus élevée des recettes de cette provenance.

Je suis certainement favorable à la canadianisation du secteur des ressources. Je ne suis pas très ferré sur les questions pétrolières, mais d'après ma façon d'interpréter la politique nous avons une occasion rêvée de canadianiser cette industrie. Petro-Canada va prélever 25 p. 100 sur la production des gisements sur les terres du Canada. Je suis étonné de constater, d'après une carte des terres du Canada, que la superficie des terres que les Canadiens possèdent par l'intermédiaire du gouvernement fédéral correspond presque au double de celle des dix provinces réunies. C'est une région immense de notre pays et Petro-Canada va prendre un quart de la production dans ces régions.

Des dispositions sont prévues pour encourager les Canadiens à investir dans l'industrie nationale. Le budget prévoit des subventions incitatoires et le Programme énergétique national est destiné à encourager les Canadiens à investir dans leur propre industrie.

Les multinationales prétendent qu'elles ont risqué des capitaux et que c'était nécessaire pour le pays. Mais j'ai appris en le demandant au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, que les déductions pour épuisement, les allègements fiscaux, représentaient souvent 100 p. 100, voire plus, du coût total des travaux de prospection. En d'autres termes, ce sont nos concitoyens eux-mêmes qui ont payé les coûts de prospection, alors que c'est surtout aux multinationales que la propriété des ressources pétrolières revient. Ce n'est certainement pas la politique la plus sage qu'un pays puisse adopter.

Le programme de stimulants contenu dans le programme énergétique national prévoit de rembourser, sous forme de subventions incitatives, 80 p. 100 de l'argent que les Canadiens auront investi. Ce n'est pas mal de pouvoir investir \$1 pour 20c. C'est mieux que la proportion accordée en vertu de la loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et, c'est mieux

[Le sénateur Argue.]

que l'assurance-récolte. En vertu de ce programme, la proportion est de deux pour un; elle est de trois pour un en vertu du programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. Dans ce cas, le rapport est de quatre pour un.

Il y a une autre petite douceur qui consiste en une déduction supplémentaire qu'on peut faire sur les déclarations d'impôt de la société—en fait, un autre allègement de 13c. par dollar. Ainsi, pour tout dollar qu'un Canadien investit dans les terres domaniales par l'intermédiaire d'une société canadienne, il lui en coûtera 7c. A ces conditions, je comprends que beaucoup de Canadiens veuillent bien investir dans les terres domaniales. En outre, les provinces leur faciliteront l'investissement sur leur territoire, par le biais des sociétés canadiennes.

La politique jouit d'une grande faveur. Le premier ministre a prononcé un discours à Regina devant 2,000 personnes, au milieu desquels se trouvaient des partisans fort nombreux—en passant, chaque invité payait \$25 pour ce dîner; ce n'était donc pas une soirée gratuite—représentant des organismes comme le Conseil multiculturel de la Saskatchewan, l'Association des municipalités urbaines de la Saskatchewan, l'Association des municipalités rurales de la Saskatchewan, l'Association des administrateurs d'écoles de la Saskatchewan, la Fédération agricole de la Saskatchewan, l'Association des cultivateurs de blé Palliser, l'Association des naisseurs de l'Ouest du Canada et la Chambre de commerce de Regina.

Il ne faut pas comprendre par là que toutes ces organisations souscrivent à ce projet, mais bien qu'elles étaient disposées à assister à la réunion et à entendre le premier ministre du Canada; à mon avis, c'était un geste fort avisé de leur part. Je me réjouirais que le premier ministre de l'Alberta reçoive le même accueil lors d'une visite en Saskatchewan. Il n'y a pas de mal à cela. Il faudrait aller de l'avant, et je me réjouis que ces organisations aient été disposées à écouter le premier ministre et à analyser ce qu'il avait à dire.

Bien sûr, les media ont déformé ses propos. Des invités à cette réception—des personnages fort influents—disent que le premier ministre n'a pas dit cela, du moins qu'il ne l'a pas dit de cette façon. Bien des équivoques sont dissipées quand le chef d'une nation veut bien s'adresser en personne aux représentants de groupes et à leurs dirigeants, comme ceux qui se trouvaient réunis ce soir-là. Mais, comme vous le savez, les media surveillent de près le premier ministre. Oui, c'est bien vrai.

Le sénateur Choquette: Ils ont fait l'homme.

Le sénateur Argue: Ils ne disent pas grand-chose de bon à son sujet. Ils ne le lui rendent pas vraiment justice. Mais les hommes publics finissent par s'y faire. Il s'est lancé dans la fosse aux lions. Il voulait que son discours soit télévisé. Il n'a pas décidé tout bonnement de puiser dans le Trésor public pour acheter du temps d'antenne en Saskatchewan. Pour diffuser ce discours sur le réseau de télévision privé de la province, il a fallu—et je ne m'en plains pas—que le parti libéral consente les fonds nécessaires, et c'est ce qui a été fait. Il me paraît étrange, toutefois, que le premier ministre de l'Alberta, M. Lougheed, ait prononcé un discours sur la même question et que le temps d'antenne qu'on lui a consacré ait été payé par les contribuables de l'Alberta.

Une voix: C'est honteux!